

La majorité des Américains pour une réforme de la santé mais contre le financement de l'avortement et toute atteinte à la clause de conscience

Author : Rédaction RC

Categories : [ObamaCare/Health Care Bill](#)

Date : 29 septembre 2009

Les résultats d'un sondage national de l'institut **International Communications Research (ICR)** commandité par la **United States Conference of Catholic Bishops (USCCB)**, la conférence épiscopale américaine, et portant sur les Américains et la réforme du système de santé, ont été partiellement rendus public le 22 septembre dernier (l'intégralité du sondage n'a pas été encore publié : mes commentaires sont donc basés sur le [communiqué officiel](#) de l'**USCCB**).

Réalisé du 16 au 20 septembre auprès de 1 043 adultes (+ de 18 ans), avec une marge d'erreur de $\pm 3\%$, ce nouveau sondage confirme toutes les tendances déjà mises en évidence par de récentes

analyses de l'opinion publique américaine sur cette question (**Public Opinion Strategies** – du 30 août au 1er septembre – et **Rasmussen Reports** – 14-15 septembre).

Il ressort de l'enquête **ICR** que 60 % des sondés (contre 30 %) sont favorables à une loi ouvrant à des assurances santé accessibles à tous.

Sur ces 60 % favorables, 60 % sont opposés (25 % seulement favorables) à « *toutes mesures qui exigeraient des gens de payer une assurance avortement avec l'argent des impôts fédéraux*

».

Sur ces 60 % favorables, ce sont encore 60 % des sondés (contre 30 %) qui sont pour le maintien des lois fédérales défendant la clause de santé pour les personnels de santé.

L'enquête a également demandé aux sondés : « *Si vous aviez le choix, voudriez-vous que votre propre couverture santé comprenne l'avortement ?* ». La réponse est Non à 68 % et Oui à 24 %.

Il est clair que la majorité des Américains est opposée à l'**ObamaCare** en l'état de sa rédaction. Un consensus ne pourra se réaliser que si explicitement le projet de loi exclut le financement de l'avortement avec les impôts fédéraux et maintient la clause de conscience. Ce sont deux des points exigés par les évêques américains tout à fait en phase donc avec l'opinion

américaine. Mais, jusqu'à présent, et malgré les promesses verbales d'**Obama**, la **Maison Blanche** se refuse à ce que ces exclusions figurent explicitement dans le projet de loi. Jusqu'à présent...

